



الصفحة
1
3



الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا
الدورة الإستدراكية 2010
عناصر الإجابة

3	المعامل:	RR53	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة:
2	مدة الإنجاز:		شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير : مسلك علوم التدبير المحاسبي	الشعب(ة) أو المسلك :

CORRIGE INDICATIF- BAREME SUR 60
DOSSIER 1

1. a- Marché selon l'objet : marché de biens et services. 0,5 pt
 - Offre : les entreprises marocaines ; offre importante par rapport à la demande, surtout l'exportation ; 1 pt
 - Demande : Locale et internationale (exemple : Espagne, France.....) . Cette demande est en baisse avec la crise et la concurrence étrangère. 1 pt
 - Régime de marché : concurrence monopolistique (beaucoup d'entreprises différenciant leurs produits). 0,5 pt
 b. — Deux réponses justes suffisent. 1,5 pt
 - La concurrence d'autres pays comme la chine, le Pakistan et la Turquie.
 - Le recul de la demande européenne suite aux répercussions de la crise économique.
 - Le démantèlement des quotas.
 c. On constate une concentration des exportations marocaines sur quelques pays, notamment la France avec une part de 36,6%, l'Espagne 36% et le Royaume uni 12%. Tandis que les exportations vers d'autres pays comme l'Italie, l'Allemagne et la Belgique restent très faibles. On peut dire que le Maroc joue la carte de la proximité et consolide ses rapports avec des pays proches géographiquement. Cette concentration géographique des clients du Maroc présente le danger de se voir imposer des conditions défavorables. 3 pts
2. a. Dysfonctionnement du marché du travail : le chômage, car le marché marocain de textile a connu beaucoup de licenciements. 1,5 pt
 b. L'Etat a subventionné les secteurs exportateurs touchés par la crise en prenant en charge les cotisations patronales. Il s'agit d'une politique budgétaire car l'Etat agit par les dépenses budgétaires (augmentation des charges de compensation). 1,5 pt
3. La mesure prise par l'Etat est insuffisante pour résorber le chômage dans ce secteur, puisque 17% seulement des emplois sont sauvegardés. D'autres incitations doivent être mises en œuvre : exonérations fiscales, participation au financement des investissements et à l'innovation, dévaluation, formation,... 1,5 pt
4. la dévaluation de la livre sterling fait perdre aux produits marocains leur compétitivité -prix. (le dirham s'apprécie par rapport à la livre sterling et donc les prix à l'export deviennent plus chers). Résultat : baisse des exportations marocaines vers le marché britannique. 1,5 pt
- 5.a. 3 pts

Valeurs en millions	2007	2008
Solde commerciale millions de DH	-135 771	-167 438
Taux de couverture en%	48 ,04	47,99

- b- Prix de la tonne exportée = valeur des exportations/ poids de ces exportations
 Prix de la tonne importée = valeur des importations/poids de ces importations

Années	2007	2008
Prix tonne importée	51 234	48 609
Prix tonne exportée	245 046	229 887
Termes de l'échange réels (1,5 pt)	4,78	4,73
Indice du prix de la tonne importée	100	95
Indice du prix de la tonne exportée	100	94
Termes de l'échange nets (1,5 pt)	1,00	0,99

- c - Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé en 2008 par rapport à 2007, il est passé à 167438 millions de DH. La situation des échanges extérieurs est défavorable car les exportations ne couvrent que 48% des importations pour les deux années.
 - Même si les termes de l'échanges réels sont favorables, c'est à dire. que les prix des produits textiles exportés sont plus élevés que les prix des produits importés, il ya détérioration des termes de l'échange car les prix à l'import augmentent plus vite que ceux de l'export. Mais on est étonné de voir des termes de l'échange réels favorables, cela s'explique par le fait que le Maroc exporte des produits élaborés, alors qu'il importe des produits bruts et semi-finis. 1,5 pt

6. Synthèse :

10,5 pts

Introduction :

La situation du commerce extérieur marocain est défavorable : déficit commercial chronique, les exportations ne couvrent même pas la moitié des importations.

Dans ce contexte aggravé par la crise économique de ces dernières années et le démantèlement de l'accord multifibre, le textile marocain, dont la production est destinée largement à l'export, rencontre beaucoup de difficultés. On sait bien que le textile marocain est un gros employeur de main d'œuvre et sa compétitivité est assise en partie sur le prix (coûts salariaux). D'où les revendications répétées des opérateurs en matière de charges salariales et de la valeur du dirham.

L'Etat leur satisfait certaines revendications.

1 - Les difficultés du secteur textile :

- les effets de la crise (baisse des commandes de l'étranger notamment du marché britannique) ;
- concentration géographique des échanges(quelques pays :France et Espagne....) ;
- concurrence de certains pays comme la Chine, la Turquie, ...
- perte de compétitivité –prix, due principalement à la dévaluation de la livre sterling ;
- détérioration des termes de l'échange nets ;
- le chômage qui sévit de plus en plus dans le secteur ;

2- Les solutions envisagées :

- l'Etat a déjà opéré en 2001 une première dévaluation du dirham pour stimuler les exportations de textile ;
- l'Etat a pris en charge 100% des cotisations patronales pour les entreprises exportatrices ; mais cette mesure n'a pu préserver que 17% des effectifs du secteur.
- la dernière majoration de salaires était répartie sur quatre années au lieu de deux pour l'ensemble de l'économie ;
- etc.

3- D'autres mesures à envisager :

- diversifier les produits à l'export
- diversifier les marchés
- améliorer la compétitivité par la qualité ;
- etc.

Conclusion :

- Le textile est un produit phare des exportations marocaines, qui nécessite la multiplication des efforts de la part de l'État et des opérateurs privés.

DOSSIER II

1. a-

En millions de DH	2007	2008
PIB au prix du marché(*)	616 254 (0,75 pt)	688 843 (0,75 pt)
Exportations (**)	-	252 804 (0,75 pt)

(*) PIB pm = PIB au prix de base + impôts sur les produits nets de subventions

(**) Exportations pour 2008 ?

Ressources = Emplois

Ressources = PIB + importations = 688 843 + 346 119 = 1 034 962 millions de dh

1 034 962 = CF + FBCF + Variation de stocks + exportations

1 034 962 = 531 928 + 227 902 + 22 328 + x

X (exportations) = 252 804 milliards de Dh

b. Indice du PIB 2008/2007 = $688\,843 / 616\,254 \times 100 = 111,78$.

1,5 pt

le taux de croissance est de 11,78 %

1,5 pt

2- a. la baisse des liquidités du marché monétaire est due à :

3 pts

- l'accentuation du déficit de la balance commerciale ;
- la baisse des transferts des MRE et des recettes touristiques ;
- le ralentissement des crédits à l'économie.

b. la réserve monétaire obligatoire ;

0,75pt

- les avances de BAM à 7 jours ;

0,75pt

- taux directeur.

0,75pt

3- Le taux d'intérêt a baissé d'une façon continue. Quand à l'évolution des crédits à l'économie, elle est irrégulière, mais en corrélation avec le taux d'intérêt (quand le taux d'intérêt est élevé, les crédits baissent). A partir de 2007, le taux d'intérêt s'est stabilisé (sous l'effet de l'intervention de l'État), alors que les crédits à l'économie ont baissé à cause de l'assèchement des liquidités bancaires (due à la baisse des avoirs extérieurs nets). 3 pts

4. Les objectifs de la politique économiques sont : 3 pts

- Taux de croissance de 5% en 2009 ;
- La maîtrise du déficit du compte courant.

5 .a- a1- Structure des dépenses publiques en 2010

Dépenses	Part en %
Dépenses de fonctionnement	59,8 (0,5 pt)
Dépenses d'investissement	23,5 (0,5 pt)
Dépenses de la dette	16,7 (0,5 pt)

a2- Solde budgétaire en 2009 = 240,59 - 253,81 = - 13,22 milliards DH 0,75 pt

Solde budgétaire en 2010 = 216,06 - 228,95 = - 12,89 milliards DH 0,75 pt

a3- Variation du SB = $(-12,89 + 13,22) / -13,22 \times 100 = -2,5\%$ 1,5 pt

b- Interprétation : 3 pts

les dépenses de fonctionnement représentent la part la plus importante (59,8%) dans le total des dépenses budgétaires de l'État, suivies par les dépenses d'investissement (23,5%). Par contre, les dépenses de la dette ne représentent que 16,7%. Cette structure témoigne du comportement consommateur de l'État. Par ailleurs, le déficit budgétaire a baissé en 2010 de 2,5%. Ceci s'explique d'une part par la baisse des dépenses et des recettes. La baisse des dépenses de la dette est plus prononcée.

6. En 2009 et 2010, l'Etat adopte des politiques conjoncturelles (Budgétaire et monétaire) de relance, pour pallier aux répercussions de la crise économique :

- Politique monétaire : la baisse de la réserve monétaire et les avances de BAM ont permis d'alimenter le marché monétaire et de relancer le crédit. Mais ce dernier a baissé sous d'autres facteurs, notamment le maintien du taux directeur à 3,25%.
- Politique budgétaire : l'Etat décide d'accorder la 2^{ème} tranche de la révision de l'impôt sur le revenu et renforcer l'investissement public, augmente la masse salariale de 6,5% pour stimuler la demande intérieure et soutenir la croissance économique nationale.

Cependant, l'Etat aura du mal à booster l'activité économique sans aggraver le déficit budgétaire. 4,5 pts